

## **Lutte contre l'Islamophobie: L'Algérie réaffirme sa position.**

Dans son allocution à l'occasion de la 47ème session des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), M.Sabri Boukadoum, Ministre des Affaires Etrangères a indiqué que "l'Algérie réaffirme, depuis cette tribune, sa position immuable consistant en l'impérative lutte contre le phénomène d'islamophobie et l'élimination de ses sources, réaffirmant son rejet de l'atteinte à autrui sous le couvert de la liberté d'expression".

"Les travaux de notre Conseil ministériel se tiennent sous le slogan "Unis contre le terrorisme et pour la paix et le développement", un choix judicieux qui traduit, en cette conjoncture sensible dans l'histoire de notre monde musulman, la volonté de chacun de nous de concrétiser les objectifs et principes nobles de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) qui est le porte-voix unificateur des pays musulmans", a poursuivi le ministre.

Il s'agit, également d'une opportunité pour "réaffirmer notre détermination et notre volonté commune à garantir la cohésion de notre action collective face à nombre de défis auxquels les pays membres font face pour consacrer la paix et la sécurité", a-t-il ajouté précisant qu'"il ne saurait y avoir de développement sans sécurité, ni de sécurité sans développement durable".

Dans ce contexte, M. Boukadoum a rappelé que cette "réunion intervient dans un contexte extrêmement complexe, où notre monde musulman fait face à plusieurs défis, en tête desquels le terrorisme transnational et l'extrémisme violent, la montée de l'islamophobie, les atteintes à l'Islam et l'aggravation des crises et conflits régionaux qui entament la sécurité et la stabilité de plusieurs peuples et pays membres de notre organisation".

Et d'ajouter que "le terrorisme constitue une menace mondiale à la paix et à la stabilités internationales, et en appelle à davantage d'efforts de notre part pour conforter les avancées réalisées en termes de lutte contre ce fléau, à travers la conclusion d'une convention internationale inclusive, à laquelle l'Algérie n'a eu de cesse d'appeler tout en soulignant la mise en oeuvre effective des mécanismes internationaux et régionaux".

"En dépit des avancées réalisées en matière de lutte contre les groupes terroristes de par le monde, ces derniers continuent à terroriser nombre de pays de l'Organisation, notamment les pays du Sahel", a poursuivi le ministre soulignant que "nous sommes appelés, aujourd'hui plus que jamais, à asseoir les règles de coopération et de solidarité face à ce fléau".

"L'Algérie, de par sa douloureuse expérience en matière de lutte contre le terrorisme, et partant de sa foi en l'importance des initiatives visant à asseoir les fondements de la paix et de la sécurité dans le monde, a renforcé ses efforts en matière de lutte antiterroriste. Elle a été la première à avoir conclu une convention de lutte antiterroriste au niveau africain et ses efforts ont été couronnés par l'adoption par le Conseil de sécurité en décembre 2009, de la résolution 1904, relative à la criminalisation du paiement de rançon", a tenu à rappeler M. Boukadoum.

"L'Algérie est, aujourd'hui, entièrement engagée à consolider la coopération régionale et internationale en termes de lutte antiterroriste et de tarissement de ses sources de financement et souligne l'importance du développement dans la consécration de la sécurité nationale", a-t-il indiqué.

"Mon pays est toujours disposé à partager son expérience, acquise dans son combat contre ce fléau, et appelle à relancer le développement dans les pays du Sahel pour éradiquer le terrorisme et l'extrémisme", a-t-il fait savoir.

Et d'ajouter que "la montée de l'islamophobie dans certains pays occidentaux a attisé les tensions sur tous les plans, et créé d'autres entraves à la diversité et au caractère pluriel des cultures au sein des sociétés", ajoutant que "la poursuite de telles attitudes et actes islamophobes, constitue une violation flagrante des droits de l'homme et un défi continu des valeurs universelles de tolérance, de dialogue et de coopération".

"Les communautés musulmanes établies dans des pays non-musulmans font encore face à différentes formes de ségrégation et de marginalisation en termes d'opportunités d'emploi, d'éducation et d'autres droits", a-t-il ajouté précisant que "l'offense, l'injure, l'invective et le mépris des croyances d'autrui sous le couvert de la liberté d'expression dénote l'existence d'une crise d'éthique profonde dans les sociétés qui relayent de telles attitudes, d'où l'impératif pour ces pays de réfléchir à la manière de traiter cette crise à la base".

"Nous exprimons, aujourd'hui, notre profonde inquiétude et préoccupation quant à la montée de la campagne de haine systémique contre l'Islam et les musulmans qui se nourrit d'un stéréotype relayée par certaines politiques et certains médias occidentaux et aussi sur les réseaux sociaux pour faire l'apologie des messages des groupes extrémistes incitant à la haine", a encore affirmé le ministre.

Par ailleurs, M. Boukadoum a précisé que cette session examine "nombre de questions intéressant notre monde musulman, en tête desquelles la question palestinienne qui demeure la cause centrale de notre Organisation".

Pour le ministre, "les idéaux prévalant en ces temps, dont le respect des droits de l'homme, le vivre en sécurité et paix, le renforcement des libertés individuelles et collectives, la consécration de la démocratie et la liberté d'expression, n'ont malheureusement pas atteint le peuple palestinien qui souffre encore de politiques racistes désuètes qui le privent de son droit intangible à l'autodétermination et à l'établissement de son Etat indépendant avec El-Qods pour capitale".

"Face à ces défis multidimensionnels dont souffre le monde islamique, l'OCI a besoin, plus que jamais, d'une réforme globale et profonde qui lui permette d'être plus forte et plus solide devant les défis qui se posent à la nation musulmane mais aussi pour hisser haut sa voix à l'échelle mondiale", a souligné le ministre, précisant qu'"il est de notre responsabilité, en tant que pays membres et Secrétariat général, de poursuivre le processus de réforme de l'OCI en vue de l'adapter aux exigences actuelles et lui permettre, ainsi, de s'imposer en tant que partenaire essentiel dans les relations internationales".

"Il est impératif que cela demeure une priorité pour nous tous, en la concrétisant par le parachèvement des réformes structurelles et organisationnelles, la garantie de la rigueur dans la gestion des ressources et la consécration des fondements de la bonne et transparente gouvernance. L'OCI doit impérativement consacrer, le plus possible, le consensus de ses membres", a-t-il ajouté.

À cette occasion, M. Boukadoum a tenu à présenter au Gouvernement et au peuple nigériens les "sincères" condoléances de l'Algérie, suite au décès de l'ancien président Mamadou Tandja.

Le 30 novembre 2020